

Climato-scepticisme. Les facteurs favorables

Paru dans *Courrier de la Planète*, Février 2011

Edwin Zaccai

Université Libre de Bruxelles*

*Centre d'études du développement durable - Campus de Solbosch - CP130/02, avenue F.D. Roosevelt 50 - 1050 Bruxelles - Belgique
ezaccai@ulb.ac.be

L'avant et l'après de la conférence de Copenhague, au tournant 2009-2010 pourraient bien rester associés à un regain de mise en cause de la science du climat, et des scientifiques qui la font. Quelques semaines avant la conférence, on assista à la divulgation d'emails provenant de l'Unité de recherche sur le climat (CRU) de l'Université d'East Anglia, une des principales sources de données climatiques dans le monde. De façon très disproportionnée avec la teneur réelle d'une infime minorité de ces mails, des accusations de partialité ou de malhonnêteté défrayèrent une série de médias. Dans le sillage de la déception d'un sommet peu concluant, quelques erreurs, à nouveau très peu nombreuses, furent utilisées pour attaquer le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et sa crédibilité. En France, le *best seller* « L'imposture climatique » qualifia de « mafia » cet organisme qui coordonne la synthèse de milliers de travaux scientifiques du monde entier. En réaction à ce livre, un appel de plus de 600 scientifiques du climat fut émis en avril 2010 afin de demander aux autorités françaises d'être dédouanés de l'accusation de malhonnêteté. Ce qui fut fait, de même que trois enquêtes indépendantes ont « innocenté » le CRU et qu'une commission officielle sur le fonctionnement du GIEC n'a rien révélé d'anormal dans son fonctionnement.

Erreurs manifestes

Au-delà de ces faits, l'analyse de cette thématique révèle un faisceau de pratiques et de facteurs multiples qui contribuent, en fonction des conjonctures, à mettre au premier plan les controverses scientifiques sur les changements climatiques.

Il y a tout d'abord des phénomènes troublants dans le cadre de certains travaux de type scientifique et dans l'utilisation de leurs résultats. Comme l'ont montré Naomi Oreskes et Erik Conway¹ ainsi que d'autres auteurs, il existe depuis longtemps un consensus écrasant sur l'origine anthropique d'une majorité des changements climatiques actuels, sur le rôle éminent du CO₂, et sur le danger considérable que ces phénomènes font peser sur le futur des sociétés humaines. Ces trois éléments clés, ainsi que d'autres, sont pourtant constamment remis en cause dans une série de publications, dont une minorité de type scientifique. Pour la France, c'est le mérite du livre de Stéphane Foucart² que d'avoir analysé en détail les stratégies de publications de quelques uns de ces articles contestables dans une poignée de revues. Ce qui interpelle ici, comme le montre aussi le livre de Sylvestre Huet³, c'est qu'une série d'erreurs plusieurs fois démontrées par des pairs ne sont pas corrigées, mais sont au contraire répétées par leurs auteurs, qui mettent pourtant en avant leur crédit scientifique. Comme aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays européens, elles sont même amplifiées et nourrissent de constantes polémiques dans différents médias, dont les canaux véhiculés par Internet ne sont pas les moindres. Il existe certes d'infinis points de discussion et de recherche dans les sciences climatiques, mais ceux qui sont repris dans les débats médiatiques chocs, mettant en

scène l'opposition entre un « croyant » et un « sceptique », sont en fait à mille lieues des débats scientifiques en cours dans la communauté *ad hoc.*,

La peur du changement

Il existe également d'autres facteurs qui sous-tendent la prégnance de ces discours « sceptiques ». Le plus évident est le rôle joué par des lobbies ayant intérêt à minorer les changements énergétiques et économiques nécessités par la menace climatique. A ce sujet, il faut reconnaître que le débat sur les choix politiques et économiques à mener est évidemment légitime, mais déplorer que, comme cela a été plusieurs fois documenté, certaines des stratégies de lobbies incluent le fait de jeter activement le doute sur les résultats scientifiques. Notons d'ailleurs avec Olivier Godard⁴ que ces stratégies de doute ne nécessitent pas pour autant de produire une vérité alternative : les discours « sceptiques », que des chercheurs anglophones nomment aussi « *denial* » (dénégation), s'accommodent sans problème d'incohérences, elles aussi souvent pointées par des scientifiques.

Mais il existe aussi des lobbies et campagnes pour de nombreux autres thèmes, et tous n'ont pas un tel retentissement. Il faut donc s'interroger aussi sur les facteurs qui favorisent la réception de ces discours dans le public. Dans le domaine scientifique d'ailleurs, il est bien des secteurs d'une complexité d'un niveau comparable à celui du climat, et peu suscitent des passions (avec certaines exceptions comme le nucléaire ou les OGM). La cause première de cette amplification n'est donc pas à trouver dans les complexités de la science, mais dans les conséquences possiblement induites par celle-ci. Il ne faut pas chercher très loin pour se rendre compte de la difficulté à intégrer, dans l'ensemble de la société et pas seulement pour des lobbies, la remise en cause qui découle des prévisions climatiques. Chacun d'entre nous aimerait sans doute pouvoir nier ces mauvaises nouvelles.

Comment imaginer en effet qu'un tel message révolutionnaire puisse être facilement accepté, et que l'on en tire rationnellement des conséquences sur les changements à opérer dans la société et dans son propre comportement ? La science est très loin d'avoir ce pouvoir, de même que la rationalité n'est pas seule aux commandes dans notre compréhension du monde et la détermination de notre conduite. On pourrait même parfois déceler un certain rejet à l'égard d'experts vus comme trop loin des gens ordinaires, qui se poseraient, fut-ce implicitement, en porteurs de moralité. De plus, une relative défiance envers les politiques amène également à tourner le dos à une attitude rationnelle de confiance dans un changement organisé. Finalement les questions climatiques peuvent, comme d'autres sujets, être vécues avec fatalisme - un jour on y croit, un autre on en doute - dans une superficialité toute postmoderne. En outre, même si les décideurs politiques continuent à renouveler leur confiance dans le GIEC, ils peuvent être sensibles à des discours minorant la menace climatique, dans la mesure où les progrès des politiques qu'ils sont capables de mettre en œuvre sont bien en-deçà du nécessaire.

Communiquer sur les méthodes autant que sur les résultats

Ce ne sont là que quelques aspects d'un phénomène où il faudrait également citer les tentatives d'autonomie de citoyens plus instruits cherchant à se faire leur propre opinion, les croyances dans le progrès technique (de préférence non régulé) comme remède suffisant aux maux environnementaux, les inégalités de position qui font attaquer un discours trop unanimiste. Ou encore la tentation bien connue de faire porter le chapeau à un « vilain ». Pendant les incendies de l'été 2010 en Russie, favorisés par des canicules inhabituelles, on vit ainsi reflourir des accusations envers les Etats-Unis, suspectés de manipuler le climat via le projet scientifique et militaire HAARP (High Frequency Active Auroral Research Program).

On verra sans nul doute encore d'autres résistances à l'œuvre à mesure que des changements climatiques se manifesteront. A ce stade, deux leçons au moins me paraissent pouvoir être tirées des événements récents. La première est que la science est fragile, en dépit de son inhérente ambition. Etant donné l'incompétence de plus de 99 % de la population face aux questions climatiques fines, et j'y inclus les scientifiques non climatologues, un élément majeur de confiance serait une meilleure explication des méthodes d'acquisition des résultats. Dans le cas qui nous occupe, comment imaginer que des milliers de scientifiques s'organisent volontairement pour tromper le monde, et pour ce faire sabotent les recherches sur lesquelles ils travaillent eux-mêmes ?

Une deuxième leçon pourrait être que cette « vérité qui dérange » a besoin de temps pour pénétrer dans une société et emporter une certaine conviction. Dans bien d'autres domaines de la science, le manque de controverses peut aussi être un signe d'indifférence polie. A l'inverse, ces débats pourraient faire progresser la diffusion de connaissances sur les changements climatiques dans la société. Mais pour ce faire, une grande vigilance reste de mise sur les pratiques en cours. La question est loin d'être seulement cognitive : les controverses climatiques sont une question de sciences et de politique⁵.

Notes

1) « Merchants of Doubt – How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming », Bloomsbury Press, 2010.

2) « Le populisme climatique – Claude Allègre et Cie, enquête sur les ennemis de la science », Denoël, 2010.

3) « L'imposteur c'est lui – Réponse à Claude Allègre », Stock, 2010.

4) Intervention au colloque "Controverses climatiques : sciences et politique". Voir note suivante.

5) Selon le titre du colloque organisé en octobre 2010 à Bruxelles et Paris. Voir : <http://controversesclimatiques.eventbrite.com>